

Agence de promotion économique du Canada atlantique

2024-2025

BILAN SUR LA MISE EN ŒUVRE PARTIE VII DE *LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES*

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, 2025.

No de catalogue AC2-13F-PDF
ISSN 2817-3287



Agence de
promotion économique
du Canada atlantique

Atlantic Canada
Opportunities
Agency

Canada 

Renseignements de base

Préparé par :

Marilyne Ouellette

Nom de l'institution :

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Code de l'institution :

ACO

Ministre responsable :

L'honorable Sean Fraser

Administrateur général :

Laura Lee Langley

Personne responsable des langues officielles (parties IV, V et VI de la Loi sur les langues officielles (LLO)) :

Julie Noël, Gestionnaire Ressources humaines

Ginette LeBlanc, Conseillère principale en ressources humaines

Coordonnateur national ou personne-ressource responsable de la mise en œuvre de l'article 41 (partie VII) de la LLO :

Eddie Rutanga, Directeur, Collectivités et croissance inclusive

Marilyne Ouellette, Agente de programme subalterne, Collectivités et croissance inclusive

Personne(s)-ressource(s) en région pour l'article 41 de la LLO (le cas échéant) :

Marilyn Murphy, Directrice, Collectivités et croissance inclusive et Infrastructure – Île-du-Prince-Edward

Hirvelt Pierre-Louis, Agent de développement économique – Nouveau-Brunswick

Lisa Richard, Gestionnaire, Développement économique – Nouvelle-Écosse

Susan Evans, Agente de développement économique – Terre Neuve et Labarador

Partie VII de la LLO

Progression vers l'égalité de statut et d'utilisation du français et de l'anglais

1. L'institution a veillé à ce que des mesures positives soient prises en faveur de la progression vers l'égalité de statut et d'utilisation du français et de l'anglais. **TOUJOURS**

2. Promouvoir et appuyer l'apprentissage des deux langues officielles au sein de la société canadienne **NON**

L'APECA s'engage à favoriser un milieu de travail bilingue et à veiller à ce que les employés soient outillés pour servir les clients dans les deux langues officielles. Des possibilités de formation linguistique formelle et informelle sont offertes à tout le personnel. L'APECA encourage ses employés à utiliser la langue de leur choix pendant les réunions et les présentations. Les gestionnaires et les superviseurs ont des discussions sur la formation linguistique avec leurs subalternes immédiats pendant les examens de gestion du rendement.

3. Favoriser l'acceptation et l'appréciation du français et de l'anglais dans la société canadienne **NON**

En Nouvelle-Écosse, le Café français, qui est dirigé par des employés de l'APECA, est un événement mensuel ouvert à tout le personnel de l'Agence. Il offre un espace sécuritaire pour échanger en français, peu importe le profil linguistique de la personne. Né de l'initiative de deux membres du personnel, le Café encourage l'utilisation et l'apprentissage de la langue minoritaire de la Nouvelle-Ecosse.

À l'Île-du-Prince-Édouard, l'APECA a organisé une activité hebdomadaire d'une heure intitulée « Le coin français ». Elle permet aux employés de s'exercer régulièrement à parler français dans un contexte accueillant, informel et stimulant. Organisées une fois par semaine, les séances sont ouvertes à tous les employés, quelle que soit leur maîtrise de la langue, des débutants aux locuteurs avancés. L'objectif est d'améliorer la confiance des employés et leur maîtrise du français tout en les encourageant à s'exprimer en français dans les interactions quotidiennes. Ces rencontres favorisent également une appréciation accrue de la dualité linguistique canadienne et appuient l'engagement de l'APECA à respecter ses obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles (LLO). Cette initiative renforce la cohésion de l'équipe, ce qui contribue du même coup à améliorer la capacité en matière de bilinguisme du bureau de l'Île-du-Prince-Édouard.

4. Promouvoir le caractère bilingue du Canada au pays et à l'étranger **OUI**

L'APECA a investi 1,8 million de dollars dans le Congrès mondial acadien (CMA) 2024, qui s'est tenu dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse du 10 au 18 août 2024. Ce festival international célèbre la culture acadienne et ses liens avec les cultures francophones du monde entier. Le CMA 2024 a fait la promotion du caractère bilingue du Canada en faisant rayonner la richesse et la vitalité de la culture acadienne, contribuant ainsi au développement des communautés francophones et acadiennes. Cet événement souligne l'importance du bilinguisme au Canada et favorise les liens internationaux entre les communautés francophones.

L'APECA a aussi soutenu la Société Nationale de l'Acadie et sa Stratégie de promotion des artistes acadiens sur la scène internationale pour les années 2024 et 2025. Celle stratégie vise à soutenir l'exportation des talents artistiques francophones de la région du Canada atlantique à l'échelle mondiale. Parmi les méthodes choisies pour atteindre cet objectif, les missions et foires commerciales ont été privilégiées pour leur efficacité dans la promotion des artistes locaux à l'international.

5. Appuyer la création et la diffusion d'information en français qui contribuent à l'avancement des savoirs scientifiques **OUI**

L'APECA a approuvé un investissement de 350 000 \$ dans un projet appuyant la création et la diffusion d'information en français qui contribue à l'avancement du savoir scientifique. Le projet appuie la création du Laboratoire d'innovation en science et en industrie au campus de Pointe-de-l'Église de l'Université Sainte-Anne, en Nouvelle-Ecosse. Les activités du projet comprennent la modernisation d'un espace existant sur le campus et l'acquisition de matériel spécialisé. Considéré comme vital pour des secteurs d'activité locaux comme l'agriculture, l'aquaculture et la pêche, le laboratoire est la seule ressource du genre dans le sud-ouest de la province.

6. Appuyer des secteurs essentiels à l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire (culture, éducation [depuis la petite enfance aux études post-secondaires], sante, justice, emploi). **OUI**

L'APECA a contribué à des projets qui ont soutenu le tourisme, secteur essentiel pour les CLOSM du Canada atlantique.

Administration portuaire de Pigeon-Hill inc.

Appuyer une étude d'ingénierie des infrastructures en appui au tourisme rural – Aide de l'APECA de 24 188 \$.

Le projet entreprend une étude visant l'élaboration des plans et devis d'infrastructures d'accueil connexes au phare du quai de Pigeon-Hill et d'un sentier vélo traversant la collectivité. Cela inclut un phare près du quai, comprenant une capitainerie, des salles de réunions, des toilettes publiques et un pont d'observation pour voir les quelque 60 bateaux. Il comprend aussi des structures d'accueil pour les touristes visiteurs comme une terrasse, un café, un kiosque de location d'équipement de pêche, une passerelle d'accès à la plage et à la dune, ainsi qu'un sentier vélo traversant la collectivité et reliant les nouveaux sites d'attractions touristiques côtiers prévus à la Véloroute de la Péninsule acadienne.

Le projet s'aligne directement sur les objectifs en permettant à l'Agence d'investir dans le développement de destinations touristiques et l'amélioration de destinations au Canada atlantique comme le produit acadien dans la Péninsule acadienne, d'améliorer les actifs touristiques régionaux ainsi que d'améliorer la compétitivité de la région en tant que destination internationale.

Le projet représente une occasion remarquable pour cette communauté minoritaire de langue officielle de renforcer sa vitalité et de s'intégrer à l'offre touristique de la Péninsule acadienne et du Canada atlantique.

Le projet s'arrime également à la stratégie de croissance du tourisme de l'APECA en ce qu'il vient renforcer la capacité de la collectivité de Pigeon-Hill à améliorer et à diversifier les offres et expériences touristiques afin d'augmenter l'achalandage des touristes visiteurs et de générer de nouvelles sources de revenus des entreprises servant les touristes en visite à l'île Lamèque et dans la région de la Péninsule acadienne.

Commission de services régionaux Péninsule acadienne

Réaliser une stratégie touristique péninsulaire dirigée par les collectivités – Aide de l'APECA de 153 764 \$.

Le projet vise à retenir les services d'un cabinet-conseil chargé d'aider les huit collectivités de la Péninsule acadienne à se munir de leur propre plan d'action touristique communautaire respectif et, par l'entremise d'un partenariat collaboratif, à élaborer une stratégie touristique régionale avec un plan de mise en œuvre et un plan d'investissement.

Le projet vise aussi à élaborer une stratégie régionale de croissance touristique pour les cinq prochaines années avec une voie claire et réalisable pour développer le tourisme. La démarche régionale utilisera une approche de développement touristique communautaire axée sur les actifs, les atouts et les forces propres à chaque collectivité.

Le projet créera et permettra d'entreprendre une planification dirigée par chaque collectivité regroupant ses intervenants respectifs du secteur touristique, dont le secteur privé, le secteur communautaire et le secteur municipal, pour faire croître et nourrir l'écosystème touristique de la Péninsule acadienne et favoriser un environnement touristique entrepreneurial propice à l'innovation, à la croissance et à la concurrence pour cette communauté linguistique minoritaire officielle.

L'approche de développement touristique communautaire axée sur les atouts préconise le leadership par les membres d'une collectivité locale travaillant ensemble pour définir les objectifs qui sont importants pour eux, pour élaborer et mettre en œuvre des plans visant à atteindre ces objectifs et pour créer des relations de collaboration locale suivie de collaboration avec des acteurs externes.

Belle-Baie

Créer une infrastructure à haute efficacité énergétique en appui au tourisme rural – Aide de l'APECA de 98 245 \$.

Le projet propose de créer un espace vert, fonctionnant entièrement à l'énergie solaire, où les artistes et artisans pourront s'installer, créer et vendre leurs œuvres en interaction avec les touristes, en plus d'accroître l'offre culturelle de la ville et l'achalandage touristique sur le site du quai de Petit-Rocher. Le projet vient renforcer la capacité de la collectivité de Belle-Baie à développer son secteur touristique et culturel en créant un espace où les artistes et artisans pourront se mettre en valeur sur le site du quai de

Petit-Rocher. Le projet est stratégique et améliore l'aspect concurrentiel du secteur touristique de la région Chaleur.

Les activités du projet recevant un soutien financier comprennent l'acquisition et l'installation de deux conteneurs de 40 pieds avec terrasses d'accueil créant huit emplacements d'artistes et artisans, l'installation de panneaux solaires et d'un raccordement électrique ainsi que des travaux accessoires visant à opérationnaliser le site.

Avec l'installation de 22 panneaux solaires générant plus de 10 000 kWh annuellement, le site sera carboneutre. L'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux terrasses d'accueil des loges d'artisans sera assurée par une rampe d'accès à partir d'un sentier asphalté existant reliant le stationnement du site, le Quai des artisans ainsi que le restaurant Quai cuisine de rue. Les infrastructures appartiendront à la Ville de Belle-Baie qui en assurera les coûts d'exploitation et l'entretien à long terme.

Le site du quai de Petit-Rocher est un endroit clé pour plusieurs événements touristiques et culturels, dont le Festival des Rameurs (du 7 au 14 juillet), le Festival Blues d'la Baie (du 25 au 28 juillet) et le Rendez-vous acadien du 15 août. Avec l'établissement d'une nouvelle offre touristique et culturelle grâce au Quai des artisans sur le site du quai de Petit-Rocher, la Ville pourra accroître la diversité des produits offerts et anticiper une augmentation de l'achalandage touristique et du rendement, créant ainsi une occasion intéressante de prolonger la saison au site du quai de Petit-Rocher.

Petit-Rocher possède un riche patrimoine culturel acadien et a hébergé plusieurs artistes et artisans à travers les dernières décennies. Chef-lieu de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick et de l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick, la collectivité a toujours porté sa culture à l'avant-plan de ses priorités de développement collectif.

Véloroute de la Péninsule acadienne inc.

Réaliser des activités stratégiques en appui à l'écosystème touristique péninsulaire – Aide de l'APECA de 228 825 \$.

Le projet vise à effectuer la mise en œuvre du plan stratégique et du plan numérique comprenant l'embauche de ressources spécialisées, le développement d'outils numériques, la réalisation d'activités marketing, la promotion à l'extérieur du Canada atlantique d'un événement sportif annuel et la création de partenariats d'affaires envers la mise en place de forfaits touristiques pour les visiteurs en appui au tourisme régional et l'atteinte de l'autonomie financière de l'organisme.

Le projet vise à construire et à améliorer l'écosystème touristique de la Péninsule acadienne au moyen :

- du développement de marchés et de la promotion de l'infrastructure de la Véloroute;*
- de l'appui aux entreprises désirant s'intégrer à l'offre touristique régionale auprès de la communauté d'intérêts des touristes visiteurs adeptes du vélo;*
- de la création d'alliances et de partenariats;*
- de l'augmentation du réseautage avec les collectivités et les entreprises;*
- de l'attraction d'investissements par les intervenants.*

La Véloroute de la Péninsule acadienne inc. est un organisme à but non lucratif fortement engagé dans le développement du tourisme dans la Péninsule acadienne. Son infrastructure est une piste cyclable de plus de 310 kilomètres pavés (plus de 600 km avec ses 14 circuits) qui relie sept municipalités, des communautés de langue officielle en situation minoritaire et un district rural. La Véloroute est aussi un projet unificateur de la Péninsule et un moteur de développement économique durable pour cette région, axé sur le cyclotourisme tout en améliorant la santé et le bien-être de la population locale.

Les visiteurs proviennent de l'ensemble du N.-B., des provinces du Canada atlantique et du Québec, et l'on remarque une présence significative de cyclistes en dehors de la saison touristique traditionnelle, soit en juin, septembre et octobre.

L'embauche d'un agent responsable de la promotion des événements est perçue comme étant nécessaire aux efforts requis pour l'accroissement de la qualité de l'expérience Véloroute et l'atteinte de l'autonomie financière.

Le projet est conforme à la stratégie de croissance du tourisme de l'APECA en ce qu'il vient renforcer la capacité de la collectivité de la Péninsule acadienne à améliorer l'offre et l'expérience touristiques de la Véloroute afin d'augmenter l'achalandage des touristes visiteurs et de générer de nouvelles sources de revenus des entreprises servant les touristes dans la Péninsule acadienne, en plus de renforcer la vitalité de la région.

Le projet souscrit également au Plan d'action de l'APECA pour l'innovation en tourisme. La planification d'une qualité accrue du réseau de pistes cyclables de l'écosystème vélo de la région propose un accroissement de sa valeur touristique avec une incidence positive sur le prolongement de la durée du séjour des touristes visiteurs et vient contribuer à la croissance de la grappe des sentiers de vélo au Nouveau-Brunswick.

En favorisant la croissance et la qualité de la Véloroute, le projet vient créer des occasions d'affaires accrues pour les exploitants d'entreprises touristiques, et stimulera la création d'emplois et les retombées économiques dans toute la Péninsule.

Le Pays de la Sagouine

L'APECA a versé 1 542 600 \$ en soutien aux activités de marketing stratégique et de développement de produits à l'échelle mondiale.

Ce projet financera sur les trois prochaines années la conception d'activités de marketing stratégique et de développement amélioré de produits à l'échelle mondiale. Il permettra l'embauche d'experts-conseils et contribuera aux investissements prévus dans les programmes à l'avenir.

En activité depuis 1992, Le Pays de la Sagouine est une attraction touristique acadienne située à Bouctouche, au Nouveau-Brunswick. Fondé par Antonine Maillet, ce parc permet aux visiteurs de se plonger dans la culture acadienne. Le Pays de la Sagouine allie histoire et divertissement. Il attire environ 68 000 visiteurs par année, un chiffre nettement supérieur à la population de Bouctouche (2 426 habitants).

L'un des plus importants employeurs des arts de la scène de la région, Le Pays de la Sagouine est un ambassadeur de l'Acadie et une porte d'entrée sur cette culture pour les visiteurs. Depuis son ouverture, il a accueilli plus de 1,5 million de visiteurs et se veut le moteur économique touristique de la grande région de Kent, ce qui apporte de nombreux avantages économiques à la région et à toute la province.

Le Pays de la Sagouine est l'une des principales attractions culturelles du Nouveau-Brunswick. En juillet 2022, les gouvernements fédéral et provincial ont annoncé un investissement conjoint de plus de 35,2 M\$ pour moderniser les infrastructures du Pays de la Sagouine et améliorer l'expérience des visiteurs. Grâce à ce financement proposé, Le Pays de la Sagouine continuera d'offrir une expérience acadienne authentique et immersive aux visiteurs du monde entier. Ce grand projet d'infrastructure comprend la construction de nouveaux bâtiments sur le continent, d'un nouveau pont piétonnier vers l'Île-aux-Puces, d'un sentier multifonctionnel qui comprendra une expérience nocturne, d'une passerelle en bois avec un belvédère et d'une terrasse avec des kiosques.

Le Pays de la Sagouine en est aux premières étapes de planification de ce grand projet de transformation qui modernisera cette attraction touristique en y intégrant les programmes nécessaires pour qu'elle poursuive ses activités pendant les 30 prochaines années. Ce projet fournit au Pays de la Sagouine un financement pour aider à couvrir les coûts d'élaboration d'un plan de marketing stratégique et de développement amélioré de produits et pour promouvoir son grand projet d'infrastructure. Le plan de marketing stratégique comprendra la modernisation de son image de marque afin de l'adapter aux nouvelles réalités de la destination touristique, aux nouvelles expériences et aux nouveaux publics cibles, en misant sur les marchés extérieurs vers le centre et l'ouest du Canada, ainsi qu'aux États-Unis et en Europe.

L'Association de l'industrie touristique du Nouveau-Brunswick (AITNB)

L'APECA a accordé 122 092 \$ pour la mise en œuvre d'une stratégie de marketing, la mise à jour du site Web et le Sommet du tourisme.

Ce projet financera les stratégies de marketing, de communication et de gouvernance, ainsi que les mises à niveau du site Web qui propulseront l'AITNB dans une nouvelle direction. Il comprend également un soutien au Sommet du tourisme 2024 du Nouveau-Brunswick, à Saint John (N.-B.). Ce client représente l'industrie touristique, un secteur important aux quatre coins de la province.

Depuis 1983, l'AITNB cherche à renforcer le secteur du tourisme au Nouveau-Brunswick en représentant l'industrie dans des dossiers qui touchent directement les 3 000 entreprises et plus qui en font partie.

Ce projet porte sur la mise en œuvre des recommandations formulées dans le plan stratégique récemment terminé. Il vise également à bonifier les activités de l'AITNB et à mieux consulter ses membres (anglophones et francophones), conformément aux objectifs d'excellence organisationnelle et de soutien au développement de l'industrie prévus dans le plan stratégique. Le plan consiste à élaborer une stratégie de communication et de marketing stratégique afin d'accroître les ventes des programmes de formation en ligne de l'AITNB, de renforcer les liens avec les membres et d'améliorer les possibilités de réseautage au sommet, tout en contribuant à la croissance et à la durabilité du tourisme au Nouveau-Brunswick.

Ce projet vise à générer des retombées économiques importantes dans le secteur du tourisme. La visibilité de l'AITNB a été rehaussée grâce à un plan stratégique de marketing et de communication, et le client prévoit une meilleure rétention et participation des membres, ce qui se traduira par une augmentation des revenus provenant de l'adhésion et une meilleure progression des activités chez les exploitants du secteur. La refonte du site Web facilitera l'accès aux programmes de formation, stimulera les ventes en ligne et contribuera à la viabilité financière de l'AITNB. Ce projet vise également à renforcer directement l'industrie touristique du Nouveau-Brunswick en appuyant le développement économique rural et en cultivant un secteur résilient et inclusif.

Le Réseau de développement économique et d'employabilité de Terre-Neuve-et-Labrador
L'APECA a aidé le Réseau de développement économique et d'employabilité de Terre-Neuve-et-Labrador (qui porte le nouveau nom HORIZON TNL, anciennement RDÉE T.-N.-L.) à publier la nouvelle édition du Guide touristique en français 2024 pour la province, tiré à 15 000 exemplaires et également disponible en ligne sur le site Web ExploreTNL.

ExploreTNL est la marque touristique en français appartenant à HORIZON TNL, l'organisme bilingue à but non lucratif de développement économique de la province. ExploreTNL a pour mandat de promouvoir le tourisme à Terre-Neuve-et-Labrador auprès des marchés francophones au Canada et à l'étranger, de présenter des projets touristiques comme levier de développement économique et social au profit des francophones de la province et d'aider les touristes francophones pendant leur séjour. L'organisme collabore avec les gouvernements provincial et fédéral ainsi qu'avec des organisations internationales pour promouvoir le tourisme dans la province.

- | | |
|--|-----|
| 7. Immigration | NON |
| 8. Protéger et promouvoir la présence d'institutions fortes qui desservent les communautés de langue officielle en situation minoritaire | OUI |

En Nouvelle-Écosse, l'APECA a approuvé le financement d'un laboratoire scientifique à l'Université Sainte-Anne et le fonds de base du Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDÉNÉ) pour 2024-2025. L'Université Sainte-Anne est le seul établissement d'enseignement postsecondaire francophone de Nouvelle-Écosse, tandis que le CDÉNÉ est le seul organisme de développement économique francophone actif aux quatre coins de la province. Les résultats attendus des deux projets comprennent le développement des entreprises et de l'entrepreneuriat. Ces investissements aident à protéger et à promouvoir ces organisations.

CCNB INNOV

Accroître le savoir-faire des PME en développement de produits et l'innovation durable – Aide de l'APECA de 715 952 \$.

CCNB INNOV est une division du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) axée sur la recherche appliquée et l'innovation. Depuis 2005, CCNB INNOV contribue à l'innovation dans des entreprises et des collectivités du Canada atlantique et est membre du réseau Springboard Atlantic inc. et du réseau Tech-Accès Canada. Le savoir-faire de ses trois divisions comprend les boissons, les bioprocédés et l'environnement à Grand-Sault, la fabrication avancée, l'Internet

des objets, l'automatisation, la robotique et l'intelligence artificielle à Bathurst et les matériaux avancés à Caraquet.

Le projet vise la mise en œuvre d'un service de transfert de compétences en développement de produits et d'écoconception afin d'accroître l'innovation durable des PME du Nouveau-Brunswick. Le projet financera le salaire de deux ressources spécialisées, les frais d'accès à du savoir-faire externe et leurs outils de formation spécialisée, les frais de déplacement, de marketing et de communication et les équipements informatiques. Avec le soutien et un partenariat collaboratif de l'Institut de développement de produits (IDP), le CCNB INNOV vise à se doter d'une capacité de pointe afin de livrer le modèle de l'IDP aux entreprises du Canada atlantique. L'IDP, basé à Montréal, est un acteur clé de l'écosystème d'innovation québécois, et son modèle de transfert de compétences et d'accompagnement est spécialisé et éprouvé en entreprise. Le service sera offert par l'entremise des divisions Fabrication de pointe et Robotique de Bathurst et de la division Bioéconomie de Grand-Sault, et deux nouveaux emplois seront créés.

Deux agents d'innovation feront l'acquisition de compétences clés en écoconception et en innovation durable. INNOV a également l'intention de former tout le personnel aux meilleures pratiques d'innovation durable et de renforcer cet état d'esprit à l'interne, en construisant une telle culture et une telle approche envers ses clients.

En plus d'aider les entreprises innovatrices dans les aspects techniques des preuves de concept et de prototypage et les solutions technologiques aux multiples défis manufacturiers, INNOV souhaite accompagner les entrepreneurs de la conception de l'idée jusqu'à la commercialisation et combler une lacune importante dans l'écosystème de l'innovation au Nouveau-Brunswick.

Institut de recherche sur les zones côtières inc. (IRZC)

Numériser le processus d'analyse du laboratoire pour améliorer la productivité – Aide de l'APECA de 11 310 \$. Le projet vise à retenir les services d'un expert-conseil afin d'élaborer un plan d'exécution permettant d'optimiser les processus opérationnels d'analyses d'échantillons et de réduire l'usage de papier en déployant l'usage des technologies numériques de pointe. Les activités incluent l'utilisation plus complète des logiciels actuels, l'intégration de nouveaux outils logiciels, ainsi que le développement de solutions sur mesure (programmation).

Le projet permettra entre autres à l'IRZC d'améliorer la productivité par numérisation d'une organisation fournissant des services spécialisés en appui aux entreprises des secteurs des pêches, de l'aquaculture, de la tourbe et de l'agriculture. L'IRZC, dénommé Valorès, œuvre dans quatre secteurs d'activités précis par le biais de recherche et de services à l'industrie, ceux-ci étant la pêche et les coproduits marins, l'aquaculture, la tourbe et le développement durable.

Valorès exploite également des laboratoires d'analyse de chimie et de microbiologie offrant leurs services d'expertise et d'appui scientifique à tous les projets de recherche-développement en cours à l'IRZC, mais également aux divers industries, municipalités, organismes privés et gouvernementaux ainsi qu'aux cabinets d'ingénierie et aux particuliers.

À titre de perspective, les laboratoires de Valorès font affaire annuellement avec 310 à 325 clients majoritairement basés au Nord-Est du Nouveau-Brunswick et dans la Péninsule gaspésienne. Afin de régler les lacunes d'efficacité et d'améliorer le temps de traitement des

échantillons de la réception à l'émission des résultats au client, Valorès souhaite optimiser l'efficacité et la productivité du laboratoire par une numérisation accrue des processus opérationnels.

Le projet cadre pleinement avec les objectifs d'amélioration de la productivité du laboratoire d'analyse, et le client vise à accroître son rendement lié à la rapidité à fournir les résultats d'analyse à tous ses clients ainsi qu'à l'amélioration de la productivité et de la numérisation de l'économie du Canada atlantique. Le projet permettra ultimement d'améliorer le rendement du laboratoire vis-à-vis les attentes des clients tout en solidifiant sa réputation et la qualité du service rendu.

Le laboratoire d'analyse de Valorès joue un rôle très important auprès de l'industrie de la pêche et de l'aquaculture, et plus particulièrement auprès des usines de transformation. La salubrité des aliments destinés aux marchés nationaux et d'exportation et les rapports attestant de la qualité du poisson et des crustacés sont équivalents aux passeports entre territoires tels que le Canada et les États-Unis.

9. Autre

OUI

L'APECA a approuvé une contribution de 300 000 \$ dans le cadre de l'Initiative de développement économique (IDE) pour aider la CLOSM de la municipalité du district de Clare, en Nouvelle-Écosse, à collaborer avec les exploitants d'entreprises touristiques locales pour concevoir et mettre en œuvre une offre nouvelle et améliorée de tourisme expérientiel lié à la culture acadienne.

Les activités du projet, dont le public cible sera les visiteurs internationaux très engagés, incluront le recours à des experts pour faciliter la création des expériences, l'embauche d'un coordonnateur des expériences pour la région, des consultations communautaires et des activités de marketing.

Services partagés

En 2022, l'APECA a conclu un accord pluriannuel (2022-2025) qui verse 70 506 \$ à La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard afin de fournir des services partagés en ressources humaines (RH) aux organismes participants de la communauté francophone de la province. Ce projet prévoit le partage des coûts et du temps des services et comble le manque d'expertise en RH de petites organisations en leur donnant accès à un professionnel et à des outils de RH.

Entrepreneuriat – Séances de présentation Ignition

Au cours de l'exercice 2024-2025, le RDÉE Î.-P.-É. a bénéficié d'un soutien de 41 249 \$ pour organiser une formation sur les séances de présentation. Le projet aidait les entrepreneurs francophones qui lancent leur entreprise ou étendent leurs activités à préparer la présentation de leur idée. La Province de l'Île-du-Prince-Édouard (Innovation Î.-P.-É.) a offert un investissement de 25 000 \$ à l'entreprise gagnante dans le cadre du concours de présentations. La Province s'est associée au candidat pour offrir la formation et présenter le concours en français.

Le concours de présentations comprenait les éléments suivants :

- *Formation : les participants inscrits ont profité d'une journée complète de formation dirigée par un expert-conseil chevronné qui leur a enseigné à présenter leur entreprise à divers investisseurs. Les participants ont préparé leur présentation commerciale pour participer à la première phase du concours.*
- *Première phase du concours : les participants avaient sept minutes pour faire une présentation devant un jury composé de membres de la communauté francophone des affaires.*

Missions commerciales

Au cours de l'exercice 2024-2025, l'APECA a versé une contribution de 153 033,53 \$ au RDÉE Î.-P.-É. pour un projet composé de deux missions commerciales hybrides (onze pour la mission du printemps et neuf pour celle de l'automne) qui aidaient 20 entreprises francophones de la province à nouer des relations commerciales avec des acheteurs potentiels au Québec. Le format hybride comprenait des réunions virtuelles par vidéoconférence et une délégation qui s'est rendue au Québec pour des réunions en personne. Le projet proposé visait à aider les petites ou moyennes entreprises à gagner en expérience en matière de missions commerciales.

Le RDÉE Î.-P.-É. a embauché un expert-conseil en jumelage d'entreprises pour recruter et sélectionner les participants des missions du printemps et de l'automne. Celui-ci a rencontré des entreprises pour comprendre leurs besoins et repérer des acheteurs potentiels au Québec. Les participants ont reçu une formation sur les argumentaires de vente et les communications avec les acheteurs. Après la formation des participants, la mission commerciale hybride s'est déroulée et les entreprises y ont participé virtuellement ainsi qu'en personne. Chaque jour, l'expert-conseil rencontrait chacun des participants individuellement pour les préparer et leur donner un bilan.

Emploi – PERCÉ

Au cours de l'exercice 2024-2025, l'APECA a accordé 136 510,94 \$ au RDÉE Î.-P.-É. dans le cadre d'une entente de financement pluriannuel (2024-2026) pour appuyer et mettre en œuvre son programme de stages d'été du nom de « PERCÉ » (Programme d'entrepreneurs régional, communautaire et économique). Le programme a aidé des étudiants et des diplômés récents qui vivent à l'Île-du-Prince-Édouard ou qui en sont originaires à trouver un emploi d'une durée de douze semaines dans leur domaine d'études. Le programme offrait aussi des mesures incitatives aux employeurs pour l'embauche de candidats francophones ou bilingues de qualité.

Le programme vise à favoriser l'embauche d'étudiants de moins de 30 ans qui veulent une expérience de travail de qualité; qui sont sur le marché du travail; qui veulent retourner à l'Île-du-Prince-Édouard pour y travailler; qui ont des capacités en français; et qui ont terminé ou sont sur le point de terminer leurs études.

Les objectifs généraux du projet définis par le client sont les suivants:

- *aider les jeunes de la province à reconnaître les possibilités économiques au sein de leurs collectivités;*
- *offrir aux jeunes la possibilité d'acquérir une expérience de travail dans leur domaine d'études;*
- *mettre en place une stratégie de communication et de promotion pour faire connaître les programmes existants du RDÉE Î.-P.-É. afin d'améliorer l'employabilité des étudiants aux yeux des employeurs;*

- *promouvoir les débouchés dans les secteurs du tourisme, du développement rural et de l'économie du savoir;*
- *afficher clairement sa confiance dans le potentiel des jeunes de la région;*
- *servir trois clientèles, soit les jeunes étudiants francophones, les employeurs et les collectivités.*

10. Lors de la négociation d'accords (de financement ou autres) avec les gouvernements provinciaux et territoriaux dans des domaines d'activités qui peuvent contribuer à l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, à la pleine reconnaissance et à l'utilisation du français et de l'anglais dans la société canadienne, à la protection et à la promotion du français ou encore à l'apprentissage dans la langue de la minorité, l'institution fédérale s'est assurée d'avoir un mécanisme en place pour favoriser l'inclusion de dispositions en matière de langues officielles dans ces accords. **S/O**

L'APECA ne négocie pas directement avec les gouvernements provinciaux. Ce sont plutôt les organismes centraux du gouvernement du Canada qui discutent et établissent des ententes avec les provinces et territoires, que ce soit pour du financement ou d'autres types de collaboration dans des secteurs comme l'éducation, la culture et la sante.

11. L'institution a identifié les intervenants issus des communautés de langue officielle en situation minoritaire qui sont d'intérêt dans le cadre de son mandat ou de la mise en œuvre de ses programmes. **OUI**
12. Les programmes et les services de l'institution lui permettaient de contribuer à la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne **OUI**
13. Appuyer le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire **OUI**

Afin d'appuyer le développement des CLOSM, le personnel de l'APECA consulte de façon proactive les intervenants clés et participe régulièrement à leurs activités, comme celles du CDÉNÉ, de l'Université Sainte-Anne et de diverses municipalités et associations.

En 2024-2025, ces activités comprenaient : des webinaires, des dîners-causeries, la collation des grades de l'Université Sainte-Anne et une séance de planification stratégique dans cet établissement, la célébration du 25e anniversaire du CDÉNÉ, une séance de planification touristique dans la municipalité du district de Clare et plusieurs événements pendant le CMA 2024. Ces efforts de mobilisation permettent de connaître les besoins et les débouchés au sein des CLOSM.

Ville de Rivière-du-Nord

Réaliser les plans pour un sentier liant la Véloroute au Village historique acadien – Aide de l'APECA de 32 850 \$.

Le projet comprend les frais professionnels des experts-conseils et consiste à réaliser l'ingénierie, les relevés environnementaux et géotechnique menant aux plans, les devis et la détermination des permis multiples nécessaires à la réalisation d'un éventuel projet de construction reliant la Véloroute de la Péninsule acadienne jusqu'au Village historique acadien, y compris les secteurs de Bertrand, de Saint-Léolin, de Grande-Anse, d'Anse-Bleue et de Maisonnnette.

La municipalité de Rivière-du-Nord est la nouvelle entité municipale constituée le 1er janvier 2023 sous la réforme municipale de la Province du Nouveau-Brunswick regroupant les anciens villages de Bertrand, de Saint-Léolin, de Grande-Anse, de Maisonnnette et les DSL d'Anse-Bleue, de Dugas ainsi qu'une partie du DSL de New Bandon. L'icône touristique de la municipalité est le Village historique acadien dont la réputation et la popularité sont bien ancrées auprès des touristes visiteurs. Les autres éléments notables de l'offre touristique de la municipalité incluent les plages de Grande-Anse, d'Anse-Bleue et de Maisonnnette, les campings répartis sur le territoire, l'Oktoberfest des Acadiens tenu annuellement au début septembre et le Festival des huîtres de Maisonnnette.

Pour des motifs de soutien au développement économique et à la croissance de l'offre touristique de son territoire, la municipalité de Rivière-du-Nord souhaite planifier l'expansion du sentier de la Véloroute de la Péninsule acadienne, qui se termine actuellement au sud-est de son territoire, et prolonger le sentier vers son centre et le nord-est de la municipalité.

Le projet renforcera la capacité de la collectivité de Rivière-du-Nord à améliorer et à diversifier l'offre et l'expérience touristiques du territoire entourant le Village historique acadien et les plages de Maisonnnette et d'Anse-Bleue afin d'augmenter l'achalandage des touristes visiteurs et de générer de nouvelles sources de revenus des entreprises servant les touristes en visite dans la Péninsule acadienne.

Ville de Campbellton

Moderniser l'amphithéâtre extérieur riverain pour prolonger la saison touristique – Aide de l'APECA de 63 614 \$.

Le projet vise à réaliser des travaux de modernisation de l'amphithéâtre extérieur afin de permettre son utilisation tout au long de l'année, favorisant ainsi la prolongation de la saison touristique et les occasions d'organiser des événements en dehors de la saison estivale comme durant le Marché de Noël de décembre et le Winterfest en février. Les travaux comprennent l'application d'une nouvelle peinture élastomère sur la structure d'acier, la pose de nouveaux murs de bois de cèdre et l'installation d'une toiture en acier peint sur contreplaqué en bois. Cette modernisation permettra d'améliorer l'utilisation de cette infrastructure stratégique riveraine reliée par un sentier vélo en saison estivale et par le sentier des motoneiges en hiver au Parc provincial Sugarloaf, aux auberges du centre-ville et au parc municipal pour véhicules récréatifs à l'ouest du pont interprovincial.

Le projet vise à consolider l'infrastructure de l'amphithéâtre extérieur ainsi qu'à accroître l'attractivité du site riverain en tant que lieu de rencontre du talent musical et chansonnier régional en appui au tourisme culturel, permettant ainsi à la collectivité de prolonger la saison touristique d'automne et de renforcer sa capacité de développement économique par une offre touristique authentique aux visiteurs.

En tant que l'un des deux seuls points d'entrée par voie terrestre des Canadiens et visiteurs au Canada atlantique, Campbellton s'investit depuis plusieurs années dans la création d'un environnement accueillant sur sa berge riveraine à titre de hall d'entrée des Canadiens et visiteurs internationaux au Canada atlantique.

Le projet permet d'assurer la pérennité d'une offre à la fois culturelle et écotouristique et permet de contribuer à rendre la communauté régionale de Campbellton dynamique et accueillante et de faire connaître, par la musique et les spectacles, les diverses cultures locales des deux langues officielles aux touristes visiteurs.

Commission de services régionaux Restigouche

Établir et opérationnaliser l'Alliance de l'énergie du Nord – Aide de l'APECA de 291 611 \$.

Le projet vise à terminer la création et la mise en service d'une nouvelle structure d'entreprise dénommée « Alliance de l'énergie du Nord » au moyen des services spécialisés de divers cabinets d'experts-conseils (volets juridique, ingénierie, financier, communication et négociation) au bénéfice des trois CSR du nord-est (communautés de langue officielle en situation minoritaire) et des communautés autochtones d'Oinpegitjoig (Pabineau) et d'Ugpi'ganjig (Eel River Bar). Ce projet créera une structure d'entreprise commerciale, sous contrôle communautaire, capable d'investir dans des projets commerciaux et de générer des revenus directement aux collectivités membres. Le projet s'arrime à la priorité du gouvernement fédéral de décarboner la société et d'accélérer la transition vers l'économie verte, et à la récente décision stratégique de l'Administration portuaire de Belledune d'établir un Carrefour d'énergie verte.

Le projet est innovant pour le Nord-Est du Nouveau-Brunswick en ce qu'il envisage de créer une structure d'entreprise commerciale, sous contrôle communautaire, capable d'investir dans des projets commerciaux et de générer des revenus directement aux collectivités membres. Il contribuera à financer une initiative qui renforce la capacité des collectivités du nord-est à tirer parti de leurs points forts, de leurs atouts et de l'occasion de devenir des investisseurs clés dans la construction de parcs éoliens sur leur territoire en partenariat avec le secteur privé. Il s'agit également de renforcer les capacités des collectivités de la région du nord-est en développant le secteur de l'énergie renouvelable, un secteur concurrentiel, productif et stratégique dans la transition énergétique actuelle au pays.

Il constitue un appui aux capacités des collectivités et des Premières Nations autochtones du nord-est à définir la portée de leur participation directe à de futurs projets de production d'énergies vertes. Il sera bénéfique au développement économique de toutes les collectivités du nord-est et devrait mener à une activité économique durable pour plusieurs décennies.

Une structure d'investissement comme celle de l'Alliance de l'énergie de l'Est inc. au Québec n'existe pas dans le paysage économique du Nouveau-Brunswick actuellement. La possibilité de créer une structure similaire est fédératrice, et sa réalisation prévoit d'accélérer l'intégration des collectivités dans la transition énergétique en milieu rural.

Le projet permet de pleinement s'aligner à l'appel à l'action 92 de la Commission de vérité et réconciliation et vient accélérer l'intégration des Premières Nations dans une entité commerciale leur accordant un pouvoir décisionnel et de multiples bénéfices économiques en toute équité envers leurs terres et leurs ressources.

Inclusion Nouveau-Brunswick inc.

L'APECA a versé 231 479 \$ à l'organisme, qui sensibilisera les employeurs aux avantages d'embaucher des personnes ayant une déficience intellectuelle.

Le projet touchera les employeurs de toute la province, tant dans les communautés anglophones que francophones, afin de promouvoir des possibilités d'emploi inclusives pour les personnes ayant une déficience intellectuelle ou développementale. En alliant la sensibilisation, la mobilisation et la création de matériel d'appui, Inclusion NB informera les employeurs sur les idées fausses, les exigences et les avantages d'embaucher des personnes neurodiverses, qui constituent une main-d'œuvre précieuse et productive.

Le client est un organisme à but non lucratif enregistré qui milite pour les droits et l'égalité des chances (y compris en matière d'emploi) des personnes ayant une déficience intellectuelle ou développementale au Nouveau-Brunswick. Ce projet vise à mobiliser les employeurs pour les inciter à envisager l'embauche de personnes neurodiverses afin de répondre à la demande de main-d'œuvre immédiate et émergente des petites et moyennes entreprises du Nouveau-Brunswick. Inclusion NB cumule plus de 60 ans d'expérience dans la défense des intérêts des résidents qui vivent avec ces handicaps, notamment en militant pour l'égalité des chances en matière d'emploi. Ce projet intensifiera les efforts pour aider les employeurs du Nouveau-Brunswick à répondre à leurs besoins en main-d'œuvre grâce à des processus d'embauche et d'inclusion novateurs. Les activités de sensibilisation, la conception d'outils et le tissage de liens rendus possibles par ce projet contribueront à dissiper les idées fausses et à informer les employeurs sur les besoins des employés handicapés et les contributions auxquelles ils peuvent s'attendre de leur part.

Le client cite une statistique selon laquelle 26,7 % de la population du Nouveau-Brunswick vit avec une forme de handicap, le deuxième taux le plus élevé parmi les provinces canadiennes. Le taux de chômage des personnes ayant un handicap a toujours été plus élevé que celui des personnes sans handicap. Sans le savoir, les employeurs créent des obstacles à l'emploi de cette population en raison d'idées fausses, d'un manque de sensibilisation, de crainte concernant les coûts perçus et la productivité, d'un accès limité aux réseaux de soutien, de préoccupations liées aux problèmes de conformité et de la culture du milieu de travail. Le projet vise à atténuer ces préjugés inconscients.

L'objectif principal du projet est de sensibiliser davantage les employeurs à la présence des travailleurs ayant une déficience intellectuelle et de faire connaître toute l'étendue de leurs capacités et de leurs contributions potentielles dans une équipe de travail. Dans le cadre du projet, le client accroîtrait sa visibilité auprès des employeurs du Nouveau-Brunswick et créerait une communauté où tous les employeurs peuvent tisser des liens, apprendre et se perfectionner en utilisant un carrefour en ligne pour collaborer et interagir entre eux.

La conception du carrefour en ligne permettra au client d'offrir des parcours d'apprentissage interactifs et de faire part de connaissances afin de créer un milieu de travail plus ouvert et accueillant. À cette ressource s'ajouteraient des interactions personnalisées entre les employeurs et le client pour accélérer les résultats en matière d'emploi et pour que le client tisse son propre réseau d'employeurs alliés. Le projet comprendrait également des efforts pour faciliter l'intégration concrète des personnes dans une équipe de travail.

14. Promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne

OUI

Par l'intermédiaire de l'Initiative de développement économique, l'APECA a investi 50 000 \$ dans un projet visant à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la CLOSM de Chéticamp, en Nouvelle-Ecosse. Le projet fait la promotion du français et de la culture acadienne grâce à l'organisation d'événements et de festivals culturels, a des prestations d'artistes et de musiciens ainsi qu'à des visites guidées d'un centre historique communautaire. Francophones et anglophones sont invités à participer et sont servis dans la langue officielle de leur choix.

15. Protéger et promouvoir le français dans chaque province et territoire du Canada **NON**
16. Renforcer les possibilités pour les minorités francophones et anglophones de faire des apprentissages de qualité dans leur propre langue **OUI**

Collège communautaire du N.-B.

Moderniser la capacité de formation en appui à la pénurie de main-d'œuvre – Aide de l'APECA de 800 000 \$.

Le projet vise à acquérir six simulateurs en classe, une remorque mobile de formation avec deux simulateurs et quatre unités d'équipements lourds afin de moderniser et d'élargir le programme de formation des opérateurs d'équipement lourd, en langue française, au Campus de Bathurst en réponse à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les projets d'infrastructures, tous secteurs confondus.

Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) cherche ainsi à moderniser et à élargir son programme de formation des opérateurs d'équipement lourd (OEL). Cette initiative est jugée essentielle et fondamentale pour la transition vers l'énergie verte en appuyant la formation de main-d'œuvre qualifiée en OEL pour soutenir les grands projets d'infrastructure associés au virage énergétique vert ainsi que pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs clés de la construction, de la foresterie, de l'exploitation minière et de l'agriculture. Cela répondra également à l'objectif zéro charbon du gouvernement fédéral.

La modernisation et l'expansion de la capacité de formation grâce aux technologies de simulation (réalité virtuelle) jumelées aux travaux pratiques sur les équipements lourds auront une incidence directe sur le perfectionnement des compétences visant à aider les travailleurs des collectivités de la grande région de Belledune à s'adapter à la transition du Canada vers une économie faible en charbon. Le projet permettra de produire une nouvelle génération d'opérateurs d'équipement lourd compétents, entre autres, pour les entreprises destinées à la construction de projets d'infrastructures d'énergies renouvelables au Carrefour d'énergie verte du Port de Belledune et les chantiers de parcs éoliens produisant de l'énergie verte pour le réseau d'Énergie NB dans le nord de la province et ailleurs.

Avec la transition énergétique convoitée par le gouvernement fédéral et les récents développements entourant l'établissement d'un Carrefour d'énergie verte au Port de Belledune, l'établissement d'une usine de production d'hydrogène vert d'ici 2028 et la construction de plusieurs parcs éoliens d'envergure destinés à alimenter la demande industrielle en énergie verte à travers le territoire du nord de la province et ailleurs laissent présager une augmentation considérable des besoins en OEL qualifiés pour soutenir la réalisation des grands projets d'infrastructure associés au virage énergétique vert.

Ce projet représente une occasion stratégique pour le CCNB de repositionner son programme de formation des opérateurs d'équipement lourd. L'acquisition de simulateurs et d'équipements modernes répondra non seulement aux besoins actuels, mais renforcera également la compétitivité économique du Nouveau-Brunswick en formant une main-d'œuvre qualifiée pour répondre aux besoins de projets d'infrastructure anticipés dans la transition verte de l'économie.

17. Autre

NON

18. Lors de l'élaboration d'une stratégie d'aliénation d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral excédentaire, l'institution consultait les communautés de langue officielle en situation minoritaire et autres intervenants afin de tenir compte des besoins et des priorités des minorités francophones ou anglophones de la province ou du territoire où se situait l'immeuble fédéral ou le bien réel fédéral visé.

S/O

19. Veuillez nous donner un ou deux exemples de bonnes pratiques mises en place par votre institution dans le cadre de ses engagements en vertu de la partie VII de la LLO.

En vertu de la partie VII de la LLO, toutes les institutions fédérales doivent promouvoir activement le développement des CLOSM et encourager l'utilisation du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Le bureau de l'APECA en Nouvelle-Écosse a créé et coordonne des réunions mensuelles avec le personnel de prestation du Programme des langues officielles de Patrimoine canadien et de l'Office des affaires acadiennes et de la francophonie de la province. Ces rencontres visent à échanger de l'information et à chercher ensemble des solutions aux projets et aux initiatives des CLOSM. Cette mesure proactive est conçue pour favoriser l'épanouissement des CLOSM et pour atteindre des résultats tangibles. Cette mesure positive est délibérée et fondée sur des données probantes, comme l'exige la partie VII de la LLO. Les concepts de projet sont présentés, puis attribués au programme qui convient le mieux au sein d'un ou de plusieurs services, ce qui fournit un modèle de prestation de services efficace